

LE PRÉSIDENT NATIONAL JOSHUA OSIH FACE À LA PRESSE



LE MINISTRE DE SHADOW CABINET DU SDF EXPLORE LE CONTOUR SUR LA PROLONGATION DU MANDAT DES DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

" CONGRATULATIONS SIR KEIR RODNEY STARMER "



**Comité éditorial / Editorial Committee
Les Camarades / The Comrades**

- Nguidjol Ngan
- Atanga Mbah Mbole
- Grace Ngwafor
- Njinjoh Francis
- Henri Kejang
- Innocent Mbunyui
- Eric Gama
- Alexi Kamewe
- Ndifor Richard
- Abdulsalamu Musa
- Rivel Nguemaleu
- Ndah Grimbald
- Louis Marie Kakdeu
- Tah Ndangoh
- Jean Takoungang
- Djobongue
- Margerate Ndezem
- Loic Esawe
- Paul Gouater
- Herman Diffo

Contacts :
Tel: +237 672 77 54 93
Email : thevanguardsdf@gmail.com

Site web : www.sdf.cm

Facebook : <https://www.facebook.com/SocialDemocraticFront>

Page twitter : https://x.com/SDF_actualites?t=tSqbqsUM_eM8Qt3AnB-kkQ&s=09

Youtube : https://youtu.be/b-DIW_26Uww?si=BZgD-VO-vCFOVwfBh

GENRE ET SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS



LE PRÉSIDENT NATIONAL JOSHUA OSIH FACE À LA PRESSE

UNE SYNTHÈSE DE MOÏSE RAYMOND NGUIDJOL NGAN,

L'ÉVÈNEMENT A EU LIEU CE LUNDI 08 JUILLET 2024 À 12 HEURES AU SIÈGE RÉGIONAL

DU SDF POUR LE CENTRE.

Pour ce premier exercice du genre depuis son élection à la tête du SDF fin Octobre 2023, et accompagné de plusieurs Hauts Cadres du parti dont le 2^e Vice-Président National et le Secrétaire Général notamment, l'Hon Joshua OSIH salue et remercie la pléthore d'Hommes et de Femmes des Médias présents dans la salle, et rappelle d'entrée de jeu, que les rencontres avec la Presse participent au SDF, d'une tradition aussi vieille et ancienne que l'existence même de cette formation politique.

La mine ferme et le ton parfois menaçant, c'est un Joshua OSIH au visage qui traduit déjà d'énormes inquiétudes que seuls les sujets, nombreux et variés, ainsi que le chapelet de préoccupations qu'il abordera dans son exposé nous révéleront.

La vie de notre Nation ainsi que celle de son parti, l'actualité au parlement avec la session de Juin, tout comme la scène internationale avec les élections

législatives en Afrique du Sud, en Grande Bretagne et en France, tout est passé au crible de l'analyse du Chairman du SDF pendant près de 90 minutes de "conversation" avec ses invités du jour.

- SUR LA VIE DE LA NATION.

L'Hon Joshua OSIH a une fois encore, exprimé sa désolation face à l'incapacité du Gouvernement et le manque criard de volonté du Régime de Monsieur Biya à mettre fin à la présence néfaste de la Secte BOKO HARAM dans le Grand Nord du pays et à la "sale guerre" dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Il a ajouté dans ce registre le coût cher de la vie qui augmente sans cesse et qui a fini par installer le chaos presque généralisé dans notre pays, du fait des agissements et des comportements antipatriotiques d'un groupuscule de concitoyens qui ont complètement pris le Cameroun en otage, de par leur propension

à privatiser les Institutions de la République et pire encore, le Trésor Public, ce qu'il a appelé "**LA CAPTURE DE L'ÉTAT**".

"Il faut que cela cesse et nous devons arrêter ça!" a-t-il encore martelé.

Poursuivant dans le même chapitre, Joshua OSIH a fustigé le Gouvernement en condamnant avec fermeté l'échec de la Décentralisation et a déclaré que "le Fédéralisme tel que proposé par le SDF est l'unique solution pour notre pays qui a plus que jamais et en urgence, besoin d'une alternance pour être sauvé".

Pour Joshua OSIH et le SDF, il faut remettre véritablement **AU PEUPLE TOUT SON POUVOIR**, c'est à dire qu'il faut définitivement mettre fin à l'extrême concentration de l'exécution du budget à Yaoundé pour que la grande partie de l'enveloppe budgétaire nationale revienne aux Communes (Mairies) et aux Régions.

S'exprimant sur la

question de la Carte Nationale d'Identité (CNI), le Chairman du SDF dont plusieurs sorties et même une résolution du Comité Exécutif National (NEC) sont antérieures à l'ordonnance du Président de la République portant le prix du timbre désormais à 10.000 FCFA, se dit étonné de cette autre décision incompréhensible et inadmissible qui non seulement, attribue de manière totalement illégale le marché de production de la CNI à des privés et étrangers au détriment de l'Imprièrie Nationale qui se meurt car ainsi privée de l'une de ses missions premières à savoir la production des CNI, la pénalisation des Camerounaises et des Camerounais toujours contraints de subir la croix et la bannière dans les Palais de Justice et les Commissariats de Police et autres postes d'Identification, le mauvais choix des politiques

publiques du Régime de Monsieur BIYA qui doit se lancer dans la construction de près de 400 nouveaux Centres de production des CNI sur l'ensemble du territoire national. L'Hon Joshua OSIH pense que s'il n'était déjà pas facile voire possible pour un Camerounais de payer 2.800 FCFA pour se procurer une CNI, il lui est d é s o r m a i s impossible de déboursier plus de 15.000 FCFA pour le même objectif. Sur ce point, Joshua OSIH et le SDF pensent que une fois au pouvoir en 2025, tout le processus de délivrance de la CNI sera immédiatement ramené au niveau des municipalités et comme tous les autres actes d'Etat Civil, la **CNI SERA GRATUITE.**

Abordant les questions électorales, Joshua OSIH comme à son habitude, n'a pas usé de la langue de bois pour inviter tous à la nécessité de respecter le calendrier électoral. Il pense que la modification du calendrier électorale en cours en ce moment tel que prévu par la Loi en 2025, participent simplement du



cynisme des Hommes Politiques du RDPC dont il fustige le comportement qui traduit à suffire leur grand mépris pour le Peuple Camerounais. Le SDF dénonce et condamne cet état des choses et déplore la légèreté des arguments avancés par le Président de la République pour justifier une prorogation des mandats des C o n s e i l l e r s Municipaux et des Députés. Il note aussi que cette p r o r o g a t i o n démontre que M Biya a peur des élections au vu de son bilan catastrophique. Par ailleurs, il s'interroge sur le sort qui sera réservé aux C o n s e i l l e r s Régionaux dont le mandat échoue également en 2025. En tout état de cause, le SDF pense et ne saurait admettre que les C o n s e i l l e r s

Municipaux au mandat prorogé puissent continuer de faire partie du collège électoral pour le renouvellement des Conseils Régionaux. Joshua OSIH s'engage à tout faire sur cette question pour faire entendre raison.

- SUR LA VIE DU PARTI

L'Hon Joshua OSIH se félicite de la situation actuelle de son parti, lequel a survécu à plusieurs décades de déstabilisation comme le vivent certaines autres f o r m a t i o n s politiques dans notre pays en ce moment. Il a également relevé que le décès du Chairman Ni John Fru Ndi et le 10è Congrès Ordinaire sont autant d' é v è n e m e n t s auquel le SDF a également survécu, avant de prier pour le repos de l'âme de Ni TEBO ALOYSIUS,

un des Pères Fondateurs du SDF, décédé il y a peu aux Etats Unis d'Amérique.

Toutefois, le SDF peut se satisfaire d'avoir à ce jour, pu tenir 03 réunions du NEC depuis le dernier congrès, lesquelles ont été toutes sanctionnées par des résolutions fortes sur la vie de notre pays et même sur le plan international. Il faudra ajouter à ce bilan sommaire la tournée nationale du Chairman qui l'a conduit en Avril et Mai derniers dans plusieurs coins et recoins des dix Régions de notre pays, l'élection d'un nouveau Maire à la Commune de MOMBO dans le département du Mounjo, Région du Littoral, en la personne du Camarade CHITOH Emmanuel en remplacement du Camarade KOUNDE, décédé, l'élection du Camarade Joseph KAKABI comme 6è Adjoint au Maire de Douala 3è, en remplacement du Camarade Youmssi, décédé, la création d'une plateforme des Partis politiques de Gauche au C a m e r o u n , antérieure au Nouveau Front Populaire en France,

la création d'une plateforme avec plusieurs Centrales Syndicales qui a permis le lancement du **CAMEROON LABOR MOVEMENT (CALAMO)**. Et pour clôturer ce chapitre, Joshua OSIH a annoncé la tenue dans les prochains jours d'une 4^e réunion du NEC en 2024, bien au-delà des trois exigées chaque année par les textes du SDF. Revenant sur sa tournée nationale, l'Hon Joshua OSIH a précisé que cette occasion rêvée lui a permis d'aller véritablement à la rencontre du Cameroun profond, lui donnant ainsi l'opportunité de partager le quotidien et d'avoir des échanges francs et sincères avec toutes les couches de la Société Camerounaises dont des Détenteurs du pouvoir traditionnel au petit paysan, passant par les conducteurs de mototaxis, les vendeuses de beignets-haricots-bo uillie, les Hommes d'Eglise, les Bayam-sellam, les Femmes, les Jeunes Étudiants et Diplômés, les Jeunes créateurs d'emplois, les Enseignants, les Communautés Baka de l'Est du pays où

encore les populations vivant dans des territoires insulaires comme Cap Cameroun ou Manoka à Douala 6^e, les retraités, les Personnels déflatés de la Fonction Publique ou simplement renvoyés des Entreprises publiques et/ou parapubliques. Durant ce périple de près de six semaines, le Président Joshua OSIH dit avoir vu des Camerounaises et des Camerounais surpris par son approche d'être à leur écoute plutôt que de venir leur parler et en même temps, satisfaits de sa démarche tant ils ont apprécié qu'il soit venu jusqu'à eux sans protocole, chose que certains ont dit n'avoir jamais vécu avant lui. L'évaluation de cette tournée a ainsi conduit à la mise en place d'un Comité lui-même décliné en six Sous-Comités AD - HOC, qui s'attèlent depuis un mois déjà à la rédaction du N o u v e a u Programme Politique du SDF pour l' é l e c t i o n présidentielle de 2025. Pour ce faire, le Chairman a donné rendez-vous à la Presse à la fin du mois de Septembre 2024 pour la

pr é s e n t a t i o n officielle et le lancement solennel de ce nouveau support.

- SUR LE PARLEMENT

Dans cet autre chapitre, l'Hon Joshua OSIH nous conduit dans un bilan des activités au sein de l'Auguste Chambre à quelques jours de la fin de la session de Juin. Il en ressort ainsi que, 12 projets de lois ont été déposés sur la table des Députés dont la plupart serait des ratifications et des ordonnances du Président de la République. Il annonce par ailleurs que le Débat d' O r i e n t a t i o n Budgétaire (DOB) pour les trois prochaines années est aussi passé. Revenant sur la prorogation des mandats des Députés et des C o n s e i l l e r s Municipaux dont le projet de loi sera examiné en plénière ce 09 Juillet 2024, l'Hon Joshua OSIH réitère son engagement pour le respect du calendrier électoral et dit que le SDF s'oppose à cet énième coup ainsi porté à la démocratie dans notre pays avec la complicité active de tous nos compatriotes qui ont pris le Cameroun en

otage. "Il faut tout faire et tout mettre en œuvre pour arrêter cela en 2025 avec le SDF" a-t-il de nouveau martelé.

Dans la même rubrique, Joshua OSIH fait savoir à l'opinion nationale et internationale, que p l u s i e u r s propositions de lois émanant du SDF ont été également déposés sur la table du Président de l' A s s e m b l é e Nationale pour examen par la Chambre entière ; m a i s malheureusement, toutes ont disparu dans le circuit et les tiroirs. Il s'agit néanmoins des propositions de lois portant sur le Code du Travail (revalorisation du salaire minimum), le Code de Nationalité (double nationalité), l'abolition de la peine de mort, l'Hymne National, la reconnaissance du colonialisme et de la traite négrière comme des Crimes contre l'Humanité. En plus, le SDF a sollicité du Parlement la création d'une Commission d' E n q u ê t e Parlementaire en rapport avec le scandale de GLENCORE et la tenue d'une séance plénière spéciale sur la CNI. En plus,

les Députés du SDF ont adressé aux Membres du Gouvernement plusieurs questions orales.

- SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

En qualité de Membre Fondateur de l'Alliance Progressiste, le SDF a reçu en Mai dernier à Douala une réunion de la Zone Afrique de cette organisation internationale, préparatoire à son prochain Congrès

prévu en Octobre 2024 à Santiago de Chile. Il faut préciser que l'Alliance Progressiste est une organisation internationale présente dans tous les continents et qui regroupe à ce jour un peu plus de 150 Partis Socialistes, Socio-Démocrate et Progressistes.

Joshua OSIH a également profité de la tribune du jour pour réitérer ses félicitations à notre parti ami l'African National Congress

(ANC), pour sa brillante victoire aux élections générales et la reconduction du Camarade Cyril RAMAPHOSA à la Présidence de la Nation arc-en-ciel, le Labour Party en Grande Bretagne pour sa victoire sans bavures aux élections législatives face au parti conservateur, le Nouveau Front Populaire (NFP) arrivé en tête des élections législatives en France, avec le Parti Socialiste (PS)

Français notre partenaire de toujours. C'est un Joshua OSIH totalement transformé, combatif et déterminé qui, après le jeu de questions et réponses, dira ceci: "...s'il y en a qui pensent être définitivement condamnés à demeurer opposants, moi, je ne le pense pas. Et je vous donne rendez-vous en 2025 pour la victoire du SDF".

NATIONAL CHAIRMAN JOSHUA OSIH ADDRESSES THE PRESS

A SUMMARY BY MOÏSE RAYMOND NGUIDJOL NGAN,

THE EVENT TOOK PLACE THIS MONDAY, JULY 08, 2024 AT 12 NOON AT THE SDF

REGIONAL HEADQUARTERS FOR THE CENTRE.

For this first exercise of its kind since his election at the head of the SDF at the end of October 2023, and accompanied by several senior party officials including the 2nd National Vice-President and the Secretary General, the Hon Joshua OSIH greeted and thanked the plethora of men and women from the media present in the room, and recalled from the outset that meetings with the press are part of a tradition at the SDF, as old and ancient as the very existence of this political

formation. With a firm face and a sometimes threatening tone, Joshua OSIH's face already conveys enormous concerns, which only the many and varied subjects and the string of preoccupations he will address in his talk will reveal.

The life of our Nation and that of his party, current events in Parliament with the June session, as well as the international scene with the legislative elections in South Africa, Great Britain and France, all come under the microscope of the

SDF Chairman's analysis during almost 90 minutes of "conversation" with his guests of the day. - **ON THE LIFE OF THE NATION.**

The Hon Joshua OSIH once again expressed his desolation at the inability of the Government and the blatant lack of will on the part of Mr Biya's Regime to put an end to the harmful presence of the **BOKO HARAM** Sect in the far North of the country, and to the "dirty war" in the North-West and South-West Regions. He added to this the

ever-increasing cost of living, which has led to almost generalized chaos in our country, due to the unpatriotic actions and behavior of a tiny group of fellow citizens who have definitively taken Cameroon hostage, through their propensity to privatize the Institutions of the Republic and worse still, the Public Treasury, what he called **"THE CAPTURE OF THE STATE"**. "This has to stop and we have to stop it", he insisted.

Continuing in the same vein, Joshua OSIH castigated the Government, firmly condemning the failure of Decentralization, and declared that "Federalism, as proposed by the SDF, is the only solution for our country, which urgently needs an alternation to be saved, now more than ever". For Joshua OSIH and the SDF, we need to truly give **ALL THEIR POWER BACK TO THE PEOPLE**, in other words, we need to put a definitive end to the extreme concentration of budget execution in Yaoundé, so that the bulk of the national budget envelope goes back to the Communes (Mairies) and the Regions. Speaking on the issue of the National Identity Card (CNI), the Chairman of the SDF, who has issued several statements and even a resolution of the National Executive Committee (NEC) prior to the President of the Republic's order raising the price of the stamp to 10.000 FCFA, is astonished by this **o t h e r** incomprehensible and inadmissible decision, which not only illegally awards

the CNI production market to private and foreign companies, to the detriment of the Imprimerie Nationale, which is dying because it has been deprived of one of its primary missions, namely the production of CNIs, the penalization of Cameroonians, who are still obliged to endure the cross and banner in law courts, police stations and other identification posts, and the poor choice of public policies made by the BIYA regime, which is due to embark on the construction of almost 400 new NIC production centers throughout the country. Hon Joshua OSIH believes that while it was already difficult, if not impossible, for a Cameroonian to pay 2,800 FCFA to obtain a CNI, it is now impossible for him or her to pay more than 15,000 FCFA for the same purpose. On this point, Joshua OSIH and the SDF believe that once in power in 2025, the entire CNI issuance process will immediately be brought down to municipal level, and like all other civil status documents, the **CNI WILL BE FREE OF CHARGE**.

Turning to electoral issues, Joshua OSIH,

as usual, did not mince his words in urging everyone to respect the electoral calendar. He believes that the modification of the electoral calendar currently underway, as foreseen by the Law in 2025, is simply part of the cynicism of CPDM politicians, whose behavior he castigates, which suffices to show their great contempt for the Cameroonian People. The SDF denounces and condemns this state of affairs, and deplores the flimsiness of the arguments put forward by the President of the Republic to justify extending the terms of office of municipal councillors and deputies. It also notes that this extension shows that Mr. Biya is afraid of elections in view of his catastrophic record. He also wonders what will happen to the Regional Councillors whose mandate will also fail in 2025. In any case, the SDF believes and cannot accept that **M u n i c i p a l** Councillors whose mandate has been extended should continue to be part of the electoral college for the renewal of the

Regional Councils. Joshua OSIH pledges to do everything in his power to make the SDF see reason on this issue.

- ON THE LIFE OF THE PARTY

Hon Joshua OSIH welcomed the current situation of his party, which had survived several decades of destabilization as experienced by some other political formations in our country at the moment. He also noted that the death of Chairman Ni John Fru Ndi and the 10th Ordinary Congress are events which the SDF has also survived, before praying for the repose of the soul of Ni TEBO ALOYSIUS, one of the Founding Fathers of the SDF, who died recently in the United States of America.

However, the SDF can be satisfied with having held 03 NEC meetings since the last congress, all of which resulted in strong resolutions on the life of our country and even on the international stage. The Chairman's national tour in April and May took him to several nooks and crannies of our country's ten regions, the election

of a new Mayor in the Commune of MOMBO in the M o u n g o department, Littoral region, in the person of Comrade CHITOH Emmanuel, replacing the deceased Comrade KOUNDE, and the election of Comrade Joseph KAKABI as 6th Deputy Mayor of Douala 3è, replacing the deceased Comrade Youmssi, the election of Comrade Joseph KAKABI as 6th Deputy Mayor of Douala 3è, replacing the deceased Comrade Youmssi, the creation of a platform of left-wing political parties in Cameroon, predating the New Popular Front in France, the creation of a platform with several trade union centers which led to the launch of the **CAMEROON LABOR MOVEMENT (CALAMO)**. And to close this chapter, Joshua OSIH announced that a 4th NEC meeting would be held in 2024, well beyond the three required each year by SDF texts. Looking back on his national tour, the Hon Joshua OSIH said that this dream opportunity had enabled him to really get to know the people of Cameroon,

giving him the chance to share his daily life and have frank and sincere exchanges with all strata of Cameroonian society, from the holders of traditional power to small farmers, motorcycle drivers, doughnut-bean-boil e vendors, c h u r c h m e n , B a y a m - s e l l a m , women, young students and graduates, young job creators, teachers, Baka communities in the east of the country, people living in island territories such as Cap Cameroun or Manoka in Douala 6è, retired people, civil servants who have been laid off or simply dismissed from public and/or p a r a p u b l i c enterprises. During his nearly six-week tour, President Joshua OSIH said he had seen Cameroonians surprised by his approach of listening to them rather than coming to talk to them, and at the same time pleased by his approach, as they appreciated the fact that he had come to them without protocol, something some said they had never experienced before. The evaluation of this tour led to the

setting up of a Committee itself, divided into six AD - H O C Sub-Committees, which have already been working for a month on the drafting of the SDF's New Political Program for the 2025 presidential election. To this end, the Chairman has invited the Press to attend the official presentation and launch of this new document at the end of September 2024. - **ON PARLIAMENT** In this other chapter, Hon Joshua OSIH takes us through an assessment of activities within the Auguste Chambre a few days before the end of the June session. He reports that 12 bills have been tabled, most of them ratifications and orders from the President of the Republic. He also announced that the B u d g e t a r y Orientation Debate (DOB) for the next three years had been passed. Returning to the extension of the mandates of Members of Parliament and M u n i c i p a l Councillors, whose bill will be examined in plenary on July 09, 2024, Hon Joshua OSIH reiterates his commitment to

respecting the electoral calendar and says that the SDF opposes this umpteenth blow to democracy in our country with the active complicity of all our compatriots who have taken Cameroon hostage. "We must do everything in our power to stop this in 2025 with the SDF," he insisted once again. In the same vein, Joshua OSIH informs national and international opinion that several bills from the SDF have also been placed on the table of the President of the National Assembly for consideration by the entire House; but unfortunately, all have disappeared into the circuit and the drawers. These include bills on the Labor Code (raising the minimum wage), the Nationality Code (dual nationality), the abolition of the death penalty, the National Anthem, and the recognition of colonialism and the slave trade as Crimes against Humanity. In addition, the SDF has asked Parliament to set up a P a r l i a m e n t a r y Commission of Inquiry into the GLENCORE scandal,

and to hold a special plenary session on the CNI. In addition, SDF MPs have addressed several oral questions to Members of Government. - **ON THE INTERNATIONAL SCENE**

As a Founding Member of the Progressive Alliance, last May in Douala the SDF hosted a meeting of the Africa Zone of this international organization, in preparation for its

next Congress scheduled for October 2024 in Santiago de Chile. It should be noted that the Progressive Alliance is an international organization present on every continent and which currently brings together just over 150 Socialist, Socio-Democratic and Progressive parties. Joshua OSIH also took the opportunity to reiterate his congratulations to our friendly party,

the African National Congress (ANC), for its brilliant victory in the general elections and the reappointment of Comrade Cyril RAMAPHOSA as President of the Rainbow Nation, the Labour Party in Great Britain for its clean sweep in the general elections against the Conservative Party, and the Nouveau Front Populaire (NFP), which came out on top in the general elections in France, with the

French Socialist Party (PS) our long-standing partner. It was a totally transformed, combative and determined Joshua OSIH who, after the question and answer session, had this to say: "...if there are those who think they are definitively condemned to remain opponents, I don't think so. And I look forward to seeing you in 2025 for the victory of the SDF".

GENRE ET SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS
PAR MYLÈNE EBENGUE



DR HAOUA MADELEINE, COORDINATRICE NATIONALE DES FEMMES SOCIALISTES REPRÉSENTE LE SDF À INSTABUL POUR UN SÉMINAIRE SUR LE GENRE.

Le genre et la santé des femmes, ainsi que leurs droits sexuels et reproductifs, sont des enjeux cruciaux à l'échelle mondiale. Au Cameroun, ces questions sont particulièrement préoccupantes et illustrent les défis

auxquels les femmes sont confrontées dans ce domaine. Les principaux obstacles incluent l'accès limité aux services de santé sexuelle et génésique, le manque de politiques efficaces pour protéger et promouvoir les

droits des femmes, ainsi que les influences culturelles et sociales qui entravent l'autonomie des femmes dans leurs choix en matière de santé reproductive. Cependant, les politiques et accords internationaux

jouent un rôle essentiel dans la promotion des droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive, mais leur efficacité est souvent

remise en question. Il est crucial de mettre en place des initiatives concrètes pour garantir un accès équitable aux soins de santé et pour promouvoir des pratiques culturelles et sociales plus favorables à l'autonomie des femmes. L'Alliance progressiste, avec son réseau de partis sociaux-démocrates, progressistes et socialistes, peut jouer un rôle clé dans l'avancement des droits en matière de santé sexuelle et génésique. Des collaborations réussies au sein de ce réseau peuvent servir de modèles pour d'autres initiatives visant à renforcer les droits des femmes dans ce domaine. Pour les trois prochaines années, il est essentiel de se fixer des objectifs concrets pour améliorer les droits en matière de santé sexuelle et génésique au Cameroun et dans le monde entier. Des recommandations spécifiques devront être incluses dans les plans d'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes, afin de garantir des progrès significatifs dans ce domaine crucial pour la santé et le

bien-être des femmes. **A- Les principaux défis en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs pour les femmes**

Bien que des avancées aient été réalisées ces dernières années, le Cameroun fait encore face à de nombreux défis concernant la santé et les droits sexuels et reproductifs de sa population. Tour d'horizon des principales problématiques

- Le Cameroun fait face à des défis majeurs en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs. L'accès limité aux soins de santé, les obstacles culturels, le manque d'éducation et de sensibilisation, les mariages précoces et forcés, les taux élevés de mortalité maternelle, ainsi que les obstacles juridiques et politiques constituent les principaux défis.

- De nombreuses zones rurales manquent d'infrastructures sanitaires adéquates et souffrent d'une pénurie de personnel de santé qualifié. Cela entrave l'accès des populations, en particulier dans les régions reculées, aux

services de santé essentiels.

- Obstacles culturels : les normes sociales et les attitudes patriarcales découragent souvent les discussions ouvertes sur la santé sexuelle et reproductive. Cela peut limiter l'autonomie des femmes dans leurs choix en matière de procréation.

- Éducation et sensibilisation insuffisantes : l'éducation sexuelle est souvent absente ou inadéquate dans les écoles, entraînant une désinformation. Les efforts de sensibilisation de la population, en particulier dans les communautés rurales, sont également limités.

- Les mariages précoces, mortalité maternelle et VIH/SIDA, les mariages d'enfants sont encore très répandus, exposant les jeunes filles à des grossesses précoces et des risques sanitaires. Le manque d'accès à des soins de santé de qualité contribue également à des taux élevés de mortalité maternelle et de VIH/SIDA.

- Obstacles juridiques et politiques : bien que des politiques

existent, leur mise en œuvre et leur application restent insuffisantes. Les lois restrictives sur l'avortement limitent l'accès des femmes à des services d'avortement sûrs.

Voici quelques données mettant en évidence ces arguments

Le Cameroun fait face à des défis majeurs en matière de genre et de droits sexuels et reproductifs. Le taux de mortalité maternelle y est élevé, atteignant environ 29 décès pour 100 000 naissances vivantes, en raison d'un accès limité à des soins prénatals outre, environ 31% des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans, ce qui conduit souvent à des grossesses précoces et accroît les risques pour la santé des jeunes mères. Environ 25% des adolescentes (âgées de 15 à 19 ans) ont commencé à avoir des enfants, en raison du manque et postnatals de qualité ainsi que de l'insuffisance des services d'urgence. En d'éducation sexuelle et d'accès aux contraceptifs.

Le taux de prévalence des contraceptifs est d'environ 23% chez les femmes mariées, en raison de la stigmatisation culturelle, du manque de disponibilité et de la désinformation. Le taux de prévalence du VIH est d'environ 3,6%, avec des taux plus élevés chez les jeunes femmes, en raison d'un accès limité aux services de prévention, de la violence sexiste et de la stigmatisation. L'avortement est fortement limité, autorisé uniquement pour sauver la vie de la mère, ce qui contribue à un nombre élevé d'avortements pratiqués dans des conditions dangereuses et à la mortalité maternelle. Il existe également un fossé important entre les zones urbaines et rurales en ce qui concerne l'accès aux services de santé génésique, les femmes rurales parcourant souvent de longues distances pour atteindre l'établissement de santé le plus proche. Enfin, le Cameroun fait face à des taux élevés de violence fondée sur le sexe, y compris la violence entre partenaires intimes, avec des conséquences sur la

santé physique et mentale et des obstacles à l'accès aux services de santé génésique.

B- Efficacité des politiques au Cameroun et accords internationaux

Le Cameroun a signé des accords internationaux importants pour l'égalité des sexes, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et le Protocole de Maputo qui se concentre sur les droits des femmes en Afrique. De plus, les Objectifs de développement durable (ODD) 3 et 5 mettent l'accent sur la santé, le bien-être et l'égalité des sexes. Bien que le cadre juridique camerounais protège les droits des femmes, son application n'est pas uniforme en raison des normes culturelles et sociétales. L'accès aux soins de santé, y compris le planning familial, s'est amélioré grâce aux politiques, mais les zones rurales font encore face à des obstacles importants. De même, les initiatives d'éducation sexuelle

et de services de santé reproductive ont une portée limitée, en particulier dans les régions mal desservies. La lutte contre la violence sexiste fait l'objet de politiques, mais les signalements et les poursuites judiciaires restent faibles en raison de la stigmatisation et de l'insuffisance des systèmes de soutien. De plus, les pratiques et croyances profondément enracinées entravent souvent l'efficacité des politiques d'égalité des sexes. Dans l'ensemble, le Cameroun a pris des engagements internationaux importants pour promouvoir l'égalité des sexes, mais leur mise en œuvre au niveau national reste un défi en raison des obstacles culturels et sociaux persistants.

C- Obstacles courants à l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive au Cameroun

Les obstacles à l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive au Cameroun se déclinent en deux catégories.

- En premier lieu, les obstacles géographiques jouent un rôle

majeur, avec des zones rurales éloignées des installations de santé, ce qui impose des déplacements importants.

- Ensuite, les obstacles économiques se profilent, incluant des coûts élevés pour les services de santé et le transport, creusant les disparités d'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive.

- Les obstacles culturels et sociaux constituent une autre barrière importante, marquée par la stigmatisation, les tabous et les normes de genre patriarcales qui entraînent la libre discussion et l'utilisation des services de santé reproductive. Le manque d'éducation complète de cette liste, caractérisé par une sensibilisation limitée à la santé sexuelle et reproductive, ainsi que par des programmes d'outrecroisés obstacles, l'infrastructure des soins de santé révèle des lacunes en termes de ressources et de personnel qualifié, notamment dans les zones rurales, impactant directement la disponibilité et la qualité des services.

● Les obstacles juridiques et politiques, souvent marqués par des lois restrictives sur l'avortement. Enfin, des défis spécifiques tels que la stigmatisation liée au VIH/SIDA et aux IST, l'accès limité au traitement, la violence fondée sur le sexe, et son impact sur l'accès à la santé ajoutent des couches supplémentaires de complexité à la situation globale de l'accès aux soins de santé sexuelle.

D- Influences culturelles et sociales sur les droits des femmes en matière

Impact de la norme
 ● **Patriarcat et rôles des hommes et des femmes** : l'autonomie des femmes est souvent limitée, ce qui affecte leur capacité à prendre des décisions concernant leur santé.

● **Stigmatisation et tabous** : les discussions sur la santé sexuelle sont souvent taboues, entraînant désinformation et réticence à se soigner.

● **Croyances religieuses** : certaines croyances religieuses peuvent s'opposer à la contraception et à

l'avortement, impactant l'accès aux femmes à ces services.

● **Pratiques néfastes** : des pratiques telles que le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines (MGF) ont de graves conséquences sur la santé.

● **Violence fondée sur le sexe** : la violence et la coercition ont un impact sur la capacité des femmes à accéder à la santé reproductive et à l'utiliser.

E- Rôle de l'Alliance Progressiste (AP) dans la promotion des droits en matière de santé sexuelle et reproductive

L'Alliance Progressiste (AP) joue un rôle crucial dans la promotion des droits en matière de santé sexuelle et reproductive à travers diverses stratégies efficaces. Tout d'abord, le plaidoyer et l'influence politique sont mis en avant, avec un lobbying actif pour changer les politiques en faveur des lois protectrices et des droits élargis, ainsi qu'une participation aux forums internationaux pour faire avancer les agendas en matière

de droits de l'homme.

Ensuite, le renforcement des capacités est une priorité, incluant des formations et des ateliers pour fournir des connaissances en santé et droits génériques aux membres et aux organisations locales, ainsi que le partage des ressources. Enfin, la mobilisation de la base est un pilier essentiel, avec des initiatives visant à sensibiliser les communautés locales et à changer les perceptions de manière engageante.

F- Objectifs pour l'amélioration des droits en matière de santé sexuelle et génésique (3

prochaines années)
 Au cours des trois prochaines années, nos objectifs pour améliorer les droits en matière de santé sexuelle et génésique incluent l'amélioration de l'accès aux soins de santé, en particulier dans les zones rurales, et la promotion d'une éducation sexuelle complète dans les écoles et les communautés. Nous cherchons également à renforcer les cadres juridiques et politiques pour protéger les droits

reproductifs des femmes et combattre la violence basée sur le genre, ainsi qu'à réduire la mortalité maternelle en améliorant l'accès aux soins prénatals et postnatals. Nous nous engagerons également à lutter contre les pratiques culturelles néfastes telles que le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines, en impliquant les dirigeants communautaires et en soutenant les survivants de la violence sexuelle. En outre, nous nous efforcerons d'améliorer l'accès et l'utilisation des contraceptifs en augmentant leur disponibilité et en lançant des campagnes de sensibilisation pour destigmatiser leur utilisation. Ces efforts contribueront à garantir des droits en matière de santé sexuelle et génésique pour tous. Recommandations pour l'égalité hommes-femmes :

● Révision des lois restrictives sur l'avortement et lutte contre les mariages précoces et mutilations génitales féminines.

- Organisation d'ateliers communautaires et collaboration avec les dirigeants locaux pour promouvoir l'égalité des sexes.
- Intégration de l'éducation sexuelle dans les programmes nationaux et sensibilisation aux droits en matière de santé génésique.
- Augmentation du financement des services de santé maternelle, formation des prestataires de soins et sensibles au genre.
- Mise en place de réseaux de soutien et de programmes d'autonomisation économique pour les femmes.
- Élaboration de mesures pour évaluer l'impact des politiques et programmes, suivi régulier des progrès réalisés en matière d'égalité des sexes et de santé génésique.

LE MINISTRE DE SHADOW CABINET DU SDF EXPLORE LE CONTOUR SUR LA PROLONGATION DU MANDAT DES DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

PAR HONORÉ NGAM



La prolongation des mandats des titulaires de charges publiques par la loi/le décret et non par des élections est un signe que le parti au pouvoir est en train de jeter les bases d'une prise de pouvoir prolongée. Le régime au pouvoir jette les bases d'un autre coup de force. Ils utilisent avec soin les lois et les décrets pour placer des loyalistes dans des positions de pouvoir à tous les niveaux pour la prochaine décennie, un moyen de garantir qu'ils seront aux commandes, quoi qu'il arrive. Un projet de loi vient d'être déposé à l'Assemblée Nationale pour que le mandat des parlementaires de l'Assemblée Nationale soit

prolongé du 10 mars 2025 au 30 mars 2026. La stratégie derrière cela peut ne pas devenir évidente au début, mais alors il y a une intention claire : verrouiller le prochain groupe de personnes qui prendront le contrôle du Sénat et des Régions. En d'autres termes, la Présidence en cas de vacance et les régions où réside maintenant le pouvoir décentralisé.

La déclaration D'après l'exposé des motifs du projet de loi n° 2061/PJL/AN visant à prolonger le mandat des députés de l'Assemblée nationale et la prolongation imminente du mandat des députés de l'Assemblée nationale, on s'attend à ce que le mandat des conseillers municipaux soit prolongé tôt ou tard.

Alors que la prolongation du mandat des députés de l'Assemblée Nationale est étayée par l'article 15(4) de la Constitution, le mandat des conseillers municipaux peut être prolongé par décret du Président de la République pour une période n'excédant pas dix-huit mois conformément à l'article 170(2) du Code Électoral.

Mauvais précédents La prolongation habituelle du mandat des Députés de l'Assemblée Nationale et des Conseillers Municipaux va à l'encontre des principes électoraux fondamentaux, notamment selon lesquels les élections doivent être périodiques (article 21 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme).

Le respect du calendrier électoral doit être la norme. Curieusement, les mandats des conseillers municipaux ont TOUJOURS été prolongés depuis 2002, tandis que les Députés de l'Assemblée Nationale ont eu des prolongations en 2013, 2018 et 2024. De plus, il n'y a pas de dispositions légales prolongeant les mandats des conseillers

régionaux. Considérant que les conseillers régionaux sont élus au suffrage universel indirect (au mépris du principe électoral fondamental du suffrage universel direct) par les conseillers municipaux, le résultat logique et naturel d'une prolongation du mandat des conseillers municipaux sera que les conseillers municipaux en place

éliront les conseillers régionaux pour deux mandats, soit dix ans, de 2020 à 2025 et de 2025 à 2030. Cela aura aussi un effet domino sur le résultat des élections sénatoriales de 2028. Nivelier le terrain de jeu L'objectif idéal devrait être le strict respect du calendrier électoral avec des élections organisées en temps voulu. Cependant, si le gouvernement est désireux de

prolonger les mandats des députés et des conseillers municipaux, des mesures complémentaires devraient également être prises pour prolonger le mandat des conseillers régionaux. Toute disposition contraire ne se traduira que par un accaparement total et complet de la volonté et des aspirations du peuple.

" CONGRATULATIONS SIR KEIR RODNEY STARMER " – HONORABLE OSIH WRITES.

BY HENRI KEJANG



The message of the SDF chairman comes on the heels of a landslide victory by the labour party which saw Mr Starmer walking into number 10. In his message to the labour party leader,

SDF national chairman writes, " Congratulations to the new Prime Minister of Great Britain Keir Starmer and the Labour Party on this historic victory! May this new government bring stability, prosperity and harmony to the British people. We wish you every success in your new role, Congratulations to the new Prime Minister of Great Britain Keir Starmer and the Labour Party

on this historic victory! May this new government bring stability, prosperity and harmony to the British people. We wish you every success in your new role, and hope you make significant progress for the country. Long live Great Britain! and hope you make significant progress for the country. Long live Great Britain ! ". The succinct message from the SDF Chairman

honorable Joshua osih to the labour leader and the labour party is telling. The SDF and the labour party share the same ideology and belong to the ALL PROGRESSIVE ALLIANCE as members. This is a true testimony that the SDF national chairman and the SDF is poised to work with Prime minister Starmer and the labour party.

www.sdf.cm

COMITÉ DE RÉDACTION / EDITORIAL COMMITTEE

SUPERVISEUR ÉDITORIAL / EDITORIAL SUPERVISOR : HON. JOSHUA OSIH

RÉDACTEUR EN CHEF / EDITOR-IN-CHIEF : PR TAKOUNGANG JEAN

DISPONIBLE SUR / AVAILABLE ON SDF.CM

CONTACT : +237 672 77 54 93

THEVANGUARDSDF@GMAIL.COM

